

CONVENTION NATIONALE

1er et 2 Décembre 1990

Discours de Pierre MAUROY

Mes chers Camarades,

Chacun ici a bien conscience d'une période nouvelle. Nous y entrons. Mais nous n'en discernons pas encore les contours.

Sera-t-elle une période de violence, et pour tout dire, de guerre ? L'obstination de Saddam Hussein à bafouer le droit pourrait nous inspirer un tel pessimisme. En réalité, l'ultimatum doit être compris comme une dernière chance pour la paix. L'organisation des Nations Unies, en votant la résolution 678, a légalisé le recours à la force. Elle ne le rend pas automatique. Et tout doit être fait pendant ces quarante-cinq jours pour sauvegarder la paix en donnant la primeur au droit international.

Roland Dumas a bien précisé la position de la France et nous nous exprimerons dans le même sens à l'occasion de cette convention.

Sera-t-elle une période de tension sociale ? Le mouvement lycéen exprime des préoccupations qui sont celles de l'angoisse face à l'emploi rare, face au phénomène d'exclusion. Une nouvelle peur qu'aucune société ne peut tolérer : celle de ses enfants face à l'avenir. Mais il a aussi permis de confirmer une réalité : celle d'une société déjà à deux vitesses qu'il faut combattre. Et le sens de notre action est bien d'en atténuer le caractère inégalitaire pour aller vers une société dont nous n'avons pas le modèle, mais qui doit être plus juste, et d'abord plus solidaire.

Sera-t-elle une période de mise en cause de la démocratie ? Certains le suggèrent. Les partis seraient devenus malodorants. On le voudrait en tout cas. On voudrait le faire croire aux citoyens.

Toutes nos républiques ont connu cette évolution : on condamne les hommes politiques, on les met en cause, on fait de l'antiparlementarisme, on s'en prend aux partis. Evidemment, on sape la République. N'en doutez pas, c'est au moins le programme de quelques uns qui, directement ou indirectement, font le lit politique du Front National pour réinstaller je ne sais quel ordre vichysois. Que les élus républicains de droite se ressaisissent ! En tous cas, nous, nous sommes dans le combat

Nous, mes chers Camarades, nous sommes des militants, des responsables. Nous n'acceptons pas telle quelle la situation et nous entendons réagir.

Nous voulons la paix, même si nous avons fixé le seuil du respect du droit international : quarante cinq jours pour rendre les otages et libérer le Koweït. Nous voulons dépasser la logique de l'ordre économique libéral dont la pente inévitable mène aux inégalités, au chômage et à l'exclusion. Nous défendons les valeurs de la démocratie et de la République que les partis politiques s'efforcent d'exprimer.

C'est dire que j'ouvre cette Convention Nationale avec un ton : celui de la gravité, et un seul mot d'ordre : celui de l'action. Cette Convention Nationale, nous n'avons pas à la vivre comme la simple réalisation d'une obligation statutaire mais comme l'occasion de dire le sens de notre combat et de fixer ses modalités. Le scepticisme serait en politique un mal absolu. Nous sommes des militants et nous ne nous résignons pas.

Nous ne résignons pas au règne de l'argent roi. Au règne de l'argent qui étale sa violence, au règne de l'argent qui dissout les valeurs de solidarité, au règne de l'argent qui menace même la démocratie.

Pendant dix ans, nous avons mené une opposition ferme, dure parfois. Mais l'attaque vile, personnalisée, nous a toujours répugné.

Et pourtant, meurtres commandités de l'étranger : relégués dans l'oubli. Mort de hauts dignitaires du régime : inexpliquée. Scandales financiers : étouffés. Aurait-on déjà oublié toutes les déviations de ce pouvoir que nous avons tant combattu ?

Aujourd'hui, nous voici confrontés à l'offensive de la droite sur un domaine dans lequel elle est sans conteste plus experte que nous. Et pourtant, cette attaque porte. Et nous devons y répondre.

Elle porte sur les media qui y voient une mine inépuisable de papiers. Elle porte sur l'opinion.

Elle porte sur nos militants aussi. Nos militants à qui il faut expliquer que si le parti socialiste peut se trouver paradoxalement et faussement en situation d'accusé, c'est par souci de moralité et de clarté. Nos pratiques de financement étaient connues et le comble, c'est qu'elles ont permis de mettre nos élus à l'abri de ce que l'on voudrait nous reprocher maintenant : l'enrichissement personnel et l'affairisme.

Face à un vide juridique, nous avons légiféré. Et nous n'avons pas encore mesuré les contraintes de la nouvelle loi, tant elle assure la limitation des dépenses et contrôle rigoureusement l'ensemble des recettes. Une nouvelle loi qui comptera, j'en suis persuadé, parmi les grandes lois de la République.

La droite, elle, s'arrangeait bien de la confusion. Et je crains que, même aujourd'hui elle continue de jouer sur les deux tableaux : avec les lois nouvelles et avec les pratiques anciennes.

En ce qui nous concerne, nos bureaux d'études ont été fermés et nous avons été les seuls à le faire. L'association de financement de notre parti a été créée, et nous avons été les premiers à le faire.

Viendra obligatoirement le jour où le voile de l'hypocrisie se déchirera. J'ai pointé l'index tour à tour, lors de la motion de censure sur tous les groupes de l'Assemblée Nationale.

J'ai dit : " qu'il se lève celui qui peut prétendre avoir financé ses campagnes électorales sur ses seuls fonds personnels". Bien entendu, aucun ne s'est levé. Oui, il se déchirera vite, le voile de l'hypocrisie. Mais quels dégâts auront provoqué tous ceux qui s'en sont servi pour masquer leur propre turpitude ! Quels dégâts pour la droite, qui se fera laminer par le Front National, ce dont nous ne nous réjouissons pas ! Et quels dégâts pour la démocratie et la République !

La faiblesse de la droite envers le Front National est d'ailleurs patente . Dimanche dernier, encore M. Léotard dénonçait Le Pen avec de beaux accents. Mais malheureusement, assis entre deux Présidents de Régions, Messieurs Gaudin et Blanc , qui détiennent leur pouvoir d'une alliance avec ce même Front National. Double jeu d'ailleurs généralisé dans bien des régions.

Nous, nous n'acceptons pas l'hypocrisie, nous n'acceptons pas le double jeu, et nous ne sommes pas résignés à faire la part belle à Le Pen : nous le combattons sur chacun de ses terrains. Nous n'avons pas commencé hier l'action sur les quartiers. Et nous l'avons illustré de réussites exemplaires même si elles restent insuffisantes. Nous n'avons pas commencé hier à combattre ses idées sur l'exclusion, le racisme, le mépris des différences. Et nous n'arrêterons pas demain.

Le Pen sera combattu sur tous les terrains. L'élection de Nice, caricaturale, extrême, inacceptable, nous démontre à quelle situation se trouverait confronté notre pays si s'élargissait l'influence de l'extrême droite.

J'avais dit, lors d'un de nos derniers Comités Directeurs, que pour ma part je n'aurais aucune hésitation entre un candidat du Front National et un candidat républicain, même si ce dernier appartenait à l'opposition. Je le répète en ce qui me concerne. Mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. Et si quelques camarades - au singulier ou au pluriel - condamnent notre non-participation, de grâce, qu'ils montent à cette tribune pour nous dire la solution à adopter, qu'ils ne livrent pas aux journaux !

Le choix entre l'affairisme et l'exclusion offert ce dimanche à Nice est évidemment intolérable pour les femmes et les hommes de gauche. Mais l'appel à l'abstention est en définitive, la seule solution possible.

Et nous devons poursuivre ce combat en dépit du grand désarroi de la droite libérale, de plus en plus confrontée à une impasse. Le départ de Madame Thatcher en Grande Bretagne n'est pas l'échec d'une personnalité. Il est l'échec d'une politique, celle de l'hyper-libéralisme et le signe d'une absence de perspectives.

Les Etats-Unis de Bush ont condamné les golden boys de Reagan, parce qu'ils ont découvert le risque des pratiques de spéculation financière qui ne respectent pas le souci de la production. Et dans le pays où l'impôt a eu si mauvaise réputation, le budget 91 a bien dû prévoir des augmentations substantielles, contredisant ainsi toutes les promesses électorales du Président.

La droite française n'a-t-elle donc rien appris de ces expériences ? Va-t-elle encore longtemps donner des leçons de conservatisme à ceux qui viennent d'en découvrir les limites et surtout, la malfaisance ?

Voilà pourquoi cette Convention Nationale doit être d'abord et surtout une Convention de travail. Nous sommes à notre ouvrage, conscients de la gravité de la période, et de la vanité de ce tohu-bohu auquel la droite réduit aujourd'hui sa politique.

Oui, Convention de travail. Convention pour mieux définir le cadre de notre action. Car d'ici à la fin de 1991, les défis à relever ne manqueront pas.

Ils concernent notre Parti,
ils concernent notre projet,
ils concernent notre stratégie.

Le Parti

Le Parti, mes chers Camarades, nous l'avons construit ensemble. Tous ensemble et avec celui qui est actuellement Président de la République. Nous ne l'oublions pas...

Qui a envie d'oublier ce que nous avons fait avec François Mitterrand ? Si les Socialistes ont écrit une page nouvelle dans l'histoire de France, ils le doivent aux militants d'hier, aux militants rassemblés dans le Parti depuis Epinay, et particulièrement, vous le savez bien tous, à François Mitterrand. Au milieu des difficultés actuelles, qui garde les atouts pour éclairer l'avenir, conjurer les périls, et ouvrir la voie, sinon le chef de l'Etat, clé de voûte de la Vème République ? Je lui exprime au nom du Parti nos vifs sentiments d'attachement, de confiance et de fidélité.

Notre parti est notre bien commun. Il est notre raison d'être. Et il est notre avenir. Et nous tous ici, en sommes les porte-parole, soucieux de son rayonnement et de sa cohésion. De sa cohésion comme condition de son rayonnement.

Alors méfions-nous de ce que nous disons. Prenons garde aux petites phrases qui peuvent traduire un agacement passager. Elles ne trahiraient qu'une faiblesse dans des moments difficiles. Et ces petits manquements finissent par produire de graves conséquences dans un monde où la médiatisation amplifie les états d'âme.

Notre engagement commun, depuis Rennes, c'est la synthèse. Elle n'est d'ailleurs pas surprenante. Elle a d'ailleurs été quasiment la norme depuis 1981 et même depuis Epinay. Bien avant encore, les grands moments de notre histoire ont toujours été précédés de la synthèse. Et depuis Jean Jaurès !

Depuis Rennes, la synthèse a été un apaisement pour un Parti qui avait mené un débat trop rude. Elle a été l'occasion de maintenir son unité en associant chacune de nos sensibilités, équitablement, à la direction du Parti. Elle a été une nécessité compte tenu de la situation politique et de la logique de nos institutions. Elle reste notre règle, plus que jamais.

Et ceux, s'il en était, qui souhaiteraient en sortir, qu'ils le disent clairement. Nous savons bien tous quel est le choix de nos militants qui ont, à la base, largement ratifié la synthèse.

Jean Poperen, c'est vrai, tu as raison, l'action de rassembleur du Premier Secrétaire n'est sans doute pas suffisante. Il y faut aussi la tienne. Comme il y faut celle de tous, ici.

Mais si elle n'est pas suffisante, elle est au moins nécessaire et indispensable pour agir. C'est bien là la portée de cette Convention Nationale.

Elle doit témoigner que notre synthèse est une synthèse active, une synthèse dynamique, une synthèse d'imagination, une synthèse de création.

Une synthèse qui permet d'agir pour aller ensemble au devant des échéances qui sont devant nous, en particulier en 1992 et 1993. Une synthèse qui nous réunit tous, car il ne peut pas y avoir un Parti au travail et un Parti qui soupire.

Il ne peut y avoir qu'un seul parti, soutenant le Président de la République, le Premier Ministre et son gouvernement, un seul parti, capable de préparer des échéances décisives et d'imaginer l'avenir.

Mais il ne saurait être question non plus de confondre la synthèse avec l'unanimité. On doit, je crois, en avoir une vision plus haute. La synthèse est précisément le moyen d'avoir des débats entre nous. Des débats d'idées. Et il n'est pas interdit, dans ces débats d'idées que nous nous affirmions différents. Le texte sur l'Europe ne nous réunit pas tous. Et cependant, par la qualité des interventions qu'il a suscitées, il a été un de nos travaux les plus riches.

D'autres sujets peuvent aussi nous partager demain. L'essentiel, c'est que nos différences ne nous amènent pas à nous défaire, c'est que la volonté de travailler en commun, pour le Parti, s'impose, c'est que nos règles statutaires soient respectées par tous. Bref, c'est que la synthèse soit loyale et active. Active, cela veut dire, surtout organisée autour d'une volonté, d'un projet.

*

* *

Le projet.

A Rennes, nous avons adopté une nouvelle Déclaration de Principes. Nous devons aller maintenant plus loin.

L'exercice du pouvoir dans la durée, les innombrables mutations de la décennie, l'effondrement du communisme, tous ces phénomènes nous imposent une réflexion de fond sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons. Et sur les moyens d'y parvenir.

A l'heure où les idéologies qui avaient structuré le monde sont en crise, où la politique est contestée, où l'individualisme va jusqu'à éroder le sentiment d'un destin collectif, cette démarche est à la fois plus difficile et plus indispensable que jamais.

Je crois que la méthode, en même temps ambitieuse et modeste, que nous avons retenue, nous offre les meilleures chances de succès. Mais elle a une contre-partie : elle impose une mobilisation exceptionnelle de tous les militants, et pendant bien des mois.

Une longue phase d'auditions est en train de se terminer. Michel Charzat n'a pas ménagé son temps pour la mener à bien et je veux saluer le travail qu'il a accompli. Il donnera lieu à diverses publications auxquelles tous les militants auront accès.

Dès lundi va s'ouvrir une nouvelle phase. Pendant six mois, ce sont tous les militants de notre Parti qui doivent nous faire part de leurs propositions et aller à la rencontre des Français.

Et, pour élaborer ce projet, le Parti Socialiste doit prendre la France telle qu'elle est. C'est-à-dire avec une gauche et une droite. Car, et c'est là le paradoxe, si les Français sont nombreux à considérer ces clivages comme dépassés, ils savent aussi très bien à quel camp ils appartiennent. Et s'ils le savent peut être moins qu'avant, c'est à nous d'agir. Et d'agir à gauche.

Dans notre motion de synthèse, nous avons décidé de lancer une nouvelle étape sociale. La réforme de la taxe d'habitation, l'engagement de négociations de branches sur les bas et les moyens salaires, l'adoption de la Contribution Sociale Généralisée en marquant les principales étapes.

Mais d'autres problèmes nous sollicitent déjà. Et je redis ici au gouvernement que l'objectif de justice sociale poursuivi par la création de la Contribution Sociale Généralisée, ne pourra s'apprécier indépendamment de l'orientation que nous allons prendre sur le pouvoir d'achat des retraites.

Oui, il faut continuer à agir. Et agir sur la ville, sur la santé et la protection sociale, sur l'éducation, sur les services publics, on aurait tort de croire que c'est agir sur des marges. En réalité, nous touchons là des points névralgiques qui seront décisifs pour apprécier notre politique et donner l'orientation que nous souhaitons.

Nous nous trouvons à ce point d'équilibre qui conduira à une société libérale ou à une société solidaire.

Lorsque j'étais Premier Ministre, j'avais souhaité voir apparaître une nouvelle citoyenneté.

L'heure est venue aujourd'hui d'approfondir cette idée.

Nouvelle citoyenneté des salariés dans les entreprises où la démarche ouverte par les lois Auroux doit être poursuivie, notamment dans les petites et moyennes entreprises.

Nouvelle citoyenneté des lycéens et des étudiants qui réclament certes une rénovation des établissements mais aussi et surtout un droit d'expression vis à vis de l'administration et de leurs enseignants. Un jeune de dix huit ans jouit de tous ces droits civiques. Il doit être aussi citoyen au lycée et à l'université.

Nouvelle citoyenneté dans la ville et dans le cadre de vie. Hubert DUBEDOUT en avait montré l'exemple. Il est poursuivi aujourd'hui et je salue aussi les efforts de Gilbert Bonnemaison qui a donné vie à une action de grande ampleur pour la prévention de la délinquance, alors qu'avant rien de semblable n'avait été fait.

La Gauche ne doit pas se considérer comme prise au dépourvu par la crise des banlieues. Elle oeuvre depuis bientôt dix ans sur ce terrain, avec des résultats concrets.

Simplement, il faut aller plus loin, c'est à dire agir sur la maîtrise des sols en ville, intégrer la préoccupation du logement social dans les choix d'aménagement urbain, favoriser les communes les plus pauvres dans la répartition des subventions de l'Etat.

Il n'y a pas de civilisation de la ville sans citoyenneté dans la ville. C'est un des domaines de réformes engagés par le gouvernement et c'est la condition de l'autorité et de la modernité de l'Etat. Comme l'a dit, il y a quelques jours, le Président de la République, l'Etat est bien le moteur de la lutte contre toutes les discriminations. C'est pourquoi ses représentants doivent parler d'égal à égal avec les collectivités locales, chacun respectant les compétences de l'autre.

La décentralisation que nous devons pousser encore plus loin ne signifie pas l'affaïssement de l'Etat, mais l'avènement d'un Etat qui anime, qui impulse, qui mobilise, d'un Etat qui protège le citoyen contre l'injustice et qui libère les énergies au lieu de les paralyser.

Cette réflexion sur l'Etat doit englober une réflexion sur la place de la Justice dans notre pays.

Oui, il faut donner des moyens à la justice ; oui, les décisions des juges suscitent le plus grand respect. Mais il faut aussi une justice républicaine. Et, de ce point de vue, certains propos, certains actes peuvent nous faire douter de l'attachement qu'une organisation de magistrats, particulièrement orientée à droite, ressent vraiment à l'égard de cette conception républicaine de la justice.

Notre stratégie :

Notre volonté se traduira enfin dans l'affirmation de notre stratégie. Elle est celle du rassemblement à gauche. Nous avons à la préciser au cours de ces journées.

Le Parti Communiste, mes chers Camarades, en votant une motion de censure présentée par les partis de droite, a rompu avec une grande partie de son histoire. Cette exigence qu'il avait vis-à-vis de nous, cette suspicion dont il témoignait quant à nos relations supposées avec la droite, voilà qu'il les jette par dessus bord, témoignant ainsi de la crise profonde dans laquelle se trouve le mouvement communiste aujourd'hui.

Mais on n'est pas aussi longtemps allié au sein de l'union de la gauche, on ne gouverne pas durant plus de trois ans au sein d'une même équipe gouvernementale sans que se nouent des liens. Sans que le respect ne cimente des amitiés par-delà les moments politiques.

Nous devons respecter les délibérations du Parti Communiste. Ce qui se passe au sein des cellules, des sections, des fédérations, y est trop exceptionnel pour que nous le négligions. Nous nous devons d'approfondir les données actuelles.

Et c'est la mission que j'ai fixée, sur mandat du Bureau Exécutif, à un groupe de travail animé par Gilles MARTINET. Son rapport donnera lieu à un débat politique approfondi dans des conditions qu'il nous faut fixer.

Le Parti Socialiste doit être en état de rassembler la gauche. Toute la gauche. Non pas souci d'électoratisme. Mais tous simplement parce que cette gauche, encore diverse sur le plan politique, exprime une profonde unité sociologique. Nous suivons avec attention les grandes mutations de la société française. Mais nous savons aussi qu'il existe une classe ouvrière qui réunit encore 30 % des Français.

Une classe moyenne qui ne diffère pas très profondément dans ses revenus, ses problèmes de logement, de vie quotidienne, des aspirations de la classe ouvrière.

Les Etats Généraux de la gauche constituent le cadre naturel de ce rassemblement. Nous avons pris la décision de les lancer et ce soir, je souhaite que la Commission des Résolutions en fixe les détails, les modalités et le calendrier.

Ajouterai-je, mes chers Camarades, que je souhaite voir un Parti Communiste enfin sorti de ses débats de congrès, s'associer à cette démarche !

Telle est notre première priorité. Evidemment, je ne l'oublie pas, que notre système électoral est à deux tours et qu'il faut rechercher, par delà le rassemblement de la gauche, à fédérer l'ensemble de la majorité présidentielle.

Là encore - et très vite - puisqu'il s'agit de nous organiser bien avant les élections régionales, nous aurons à discuter avec nos partenaires, ceux de France Unie, et peut-être les écologistes.

France Unie : nous aurons ce soir, en commission des résolutions, à fixer dans le détail le calendrier et les modalités d'une démarche qui doit nous conduire à la recherche d'un accord politique. Je dis bien politique, et non pas seulement électoral. Bien sûr, il ne s'agit pas de demander à France Unie de devenir socialiste. Mais il y a naturellement un certain nombre de conditions minimales qu'il nous faut fixer.

Lors du Congrès du M R G, son Président a réclamé des Etats généraux de la majorité présidentielle. Ce n'est pas une idée à exclure, mais naturellement elle ne peut venir qu'après les Etats Généraux de la gauche.

Enfin, nous avons à approfondir nos idées, et très vite sur la question de l'écologie. Quand les écologistes expriment une contestation hasardeuse de la politique, nous ne pouvons pas les approuver.

De même que nous les condamnons quand ils prétendent se cantonner dans la neutralité face au Front National.

Mais il y a une conception plus haute de l'écologie, celle qui défend les équilibres naturels de notre environnement. Et là notre projet nous offre l'occasion de rattraper un retard.

Pourquoi le Parti Socialiste ne serait-il pas porteur des idées de l'écologie ? A la condition que celles-ci ne s'expriment pas au détriment de la volonté de justice sociale qui est la nôtre, et bien entendu du progrès scientifique et technologique.

Je souhaite que le débat de cette Convention Nationale nous permette d'avancer concrètement sur l'ensemble de ces terrains.

*

* *

Mes chers camarades, nous avons toujours souhaité disposer de la durée. Cette durée nous a été donnée. elle a été autorisée par la double victoire présidentielle de François Mitterrand.

La durée, nous en disposons encore. Et, nous devons tout mettre en oeuvre pour franchir victorieusement le cap des échéances de pouvoir qui sont devant nous. Je ne doute pas que nous y parviendrons.

Une oeuvre immense reste à accomplir. La réussite de nos réformes appelle aujourd'hui d'autres réformes. Parce que nous avons réussi la décentralisation, les Français aspirent à plus de décentralisation encore.

Parce que nous avons engagé la démocratisation des entreprises, les Français souhaitent être plus encore des citoyens dans l'entreprise.

Parce que nous avons sauvegardé la protection sociale, les Français réclament davantage encore de garanties sociales.

Parce que nous avons fondé l'économie mixte, les Français souhaitent une politique industrielle plus ambitieuse, et sont plus exigeants en matière de compétitivité.

Tout cela, mes chers Camarades, réclame désormais une nouvelle phase, un nouvel élan. Le Parti Socialiste, une fois encore doit en être l'acteur essentiel. Nous en avons la volonté, nous en avons les moyens et nous réussirons.